

„Pour une autre politique de développement!“

Après un demi siècle d'aide financière au développement de l'Afrique et d'assistance en personnel, nous sommes arrivés à la conclusion que nos politiques ont échoué. Les résultats sont loin de ce que l'on en attendait.

Cet échec repose principalement sur deux idées fausses:

- D'abord sur l'idée que le Nord est en mesure d'assurer le développement de l'Afrique. Comme tout un chacun et comme toute société, l'Afrique doit assurer elle-même son propre développement. En outre, c'est une question de dignité pour chaque homme d'assumer la responsabilité de son développement. La conscience de cette nécessité a été largement érodée en Afrique par la prise en charge d'une part trop large de responsabilités par les coopérants. En fait, plus nous assumons de responsabilités, plus nous encourageons ceux à qui elles incombent à les éviter.
- Ensuite, sur l'idée que le Nord peut réaliser le développement de l'Afrique par le biais d'une redistribution. L'équation « plus d'argent = plus de développement » est fausse. Pourtant cela reste le concept dominant dans les politiques de développement aujourd'hui encore. En fait, l'aide financière a souvent nui au développement en paralysant l'initiative des Africains. Les décisions politiques de doubler l'aide à l'Afrique sont déraisonnables et dangereuses, tout comme la tendance à donner davantage d'argent en tant que « aide budgétaire ». Cela favorise la corruption et les détournements de fonds.

Nous exigeons:

- Une réattribution claire des responsabilités,
- Une réorientation de la coopération, partout où cela est possible, des partenaires étatiques vers les groupes non-gouvernementaux indépendants.
- Une concentration de l'aide sur les programmes qui ont apporté la preuve de leur valeur : enseignement primaire et professionnel, microcrédits et travaux d'infrastructures à forte intensité de main-d'œuvre.

Si nous ne voulons pas avoir à affronter à nouveau la même situation dans un demi siècle, il nous faut changer radicalement le cours de l'aide au développement.

Septembre 2008